

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

OH de Roussillon : rien ne va plus !

Les locataires se mobilisent pour le retour des services

Montréal, le 11 septembre 2023 – Près d’une centaine de locataires de HLM se sont rassemblés devant les bureaux de leur députée, Marie-Belle Gendron. Ils demandent son intervention auprès de la Société d’habitation du Québec et de la Ministre responsable de l’habitation, France-Élaine Duranceau, pour un retour rapide à la normale. Une pétition de 286 noms réclamant le retour des employés a déjà été déposée.

Depuis les changements de gouvernance, rien ne va plus!

En effet, l’Office d’habitation de Châteauguay, un office modèle depuis 45 ans, a récemment accepté de fusionner avec le petit office régional du Roussillon qui, lui, ne fonctionnait pas bien du tout.

En août, une partie des membres composant le nouveau conseil d’administration, majoritairement des élu-e-s municipaux des villes de banlieue, ont décidé de congédier le directeur général en poste depuis près de dix ans et de le remplacer par une directrice intérimaire. Elle a ensuite congédié ou suspendu quatre employé-e-s d’expérience tous et toutes grandement appréciés par les locataires pour leur dévouement et leur travail. « *Ce que nous constatons est que, depuis, l’OH est en grande crise : les bureaux sont souvent fermés, les services presque nuls, une tentative de syndicalisation est contestée par les nouveaux patrons, les demandeurs et les sinistrés ne sont plus une priorité.* » explique Patricia Viannay, organisatrice communautaire pour la Fédération des locataires de HLM du Québec. « *La nouvelle organisation s’est paralysée d’elle-même* » ajoute-t-elle.

Les locataires administrateurs n’ont pas pu participer aux décisions, malgré l’impact!

Fait inacceptable, alors que les trois locataires élu-e-s pour siéger au CA de l’office avaient expressément signifié leur incapacité de participer à des réunions en visio-conférence, le congédiement du directeur est décidé lors d’une rencontre, convoquée le 3 août pour la journée du 4, en l’absence des locataires administrateurs. Ceux-ci n’ont jamais reçu la moindre documentation sur les fautes alléguées justifiant l’urgence de procéder au congédiement du directeur, de même que pour les quatre autres employé-

e-s. Ils et elles ont aussi été privés de la possibilité d'entendre le directeur donner sa version des faits sur les fautes graves supposément commises.

Les locataires se mobilisent pour le retour des services

Les locataires multiplient les démarches et ont même déposé une pétition. Le 7 août, en présence de 53 locataires présents, les membres du CCR ont voté une résolution demandant à la FLHLMQ de les supporter dans les démarches pour obtenir le retour du personnel compétent et dévoué de l'office. Depuis, le Tribunal du travail a ordonné le retour à l'emploi de deux employé-e-s. Avant cette crise, l'Office avait été citée plusieurs fois en exemple à travers le Québec, tant pour ses projets communautaires que pour le développement de nouveaux logements sociaux. « *On assiste au démantèlement d'un bon office et c'est pourquoi nous demandons l'intervention rapide et énergique de la SHQ. Elle doit redresser la situation, notamment par le rétablissement en poste du personnel et un accompagnement du nouveau conseil d'administration pour que les locataires retrouvent leurs services* » conclut Madame Viannay.

- 30 -

Pour informations : Patricia Viannay – FLHLMQ – 514-568-7090